



3. Les années conflictuelles

Paul-Émile Gingras

Consultant-chercheur en éducation

Les cinquante années d'enseignement collégial que couvre cette chronique se découpent en cinq décennies nettement caractérisées : la stabilité du collège traditionnel (années 40), le cheminement vers la réforme scolaire (années 50), l'euphorie des bâtisseurs (années 60), les contestations et conflits (années 70), la consolidation du cégep (années 80).

Je traiterai, dans ce troisième article, des années conflictuelles, marquées par la contestation étudiante, les chocs politiques et les luttes syndicales. Sans poser au sociologue, mais dans l'esprit de cette chronique, je tenterai simplement de revivre et de comprendre ces conflits.

La crise débute avec la contestation étudiante d'octobre 1968. Elle éclate, au plan politique, dans les événements d'octobre 1970 et le renversement du gouvernement en 1975. Elle se poursuit, tout au long de la décennie, dans les luttes syndicales, l'emprisonnement des chefs des centrales, les grèves incessantes des enseignants jusqu'au décret de 1981.

Ces diverses facettes de la crise ne sont pas sans liens. Plus que les événements, eux-mêmes, c'est ce qu'il me paraît important, vingt ans plus tard, de rappeler.

PRIS PAR SURPRISE

Nous aurions dû prévoir la crise : elle nous a pris à l'improviste. Les deux faits suivants illustrent nos courtes vues.

Deux ou trois ans avant la crise, des regroupements de communautés religieuses fondaient, pour les fins du recrutement et de la formation de leurs sujets, le Scolasticat central de Montréal (aujourd'hui le Collège Marie-Victorin), le Campus Notre-Dame-de-Foy et le Séminaire Saint-Augustin. Le Rapport Parent avait déjà annoncé la création de l'institut et les enquêtes avaient révélé une chute importante de la pratique religieuse chez les jeunes : de tels projets étaient décrochés de la réalité sociale et culturelle du Québec.

Un soir d'octobre 1968, au lendemain de l'occupation par les étudiants du Cégep Lionel-Groulx, les membres de la direction du Collège Sainte-Marie analysaient la situation de leur établissement et se quittaient paisiblement, assurés d'échapper à la contestation. Le lendemain, les étudiants occupaient le collège. Nous étions vraiment inconscients.

Nous n'avions pas capté les signaux que nous avaient lancés les étudiants : aux États-Unis, depuis 1964 ; puis à Londres et à

Tokyo ; et, le printemps même, par toute la France. Sans ces mouvements, il est probable que le Québec n'aurait pas vécu cette crise. Dans ce contexte mondial, les cibles et les occasions pouvaient varier d'un pays à l'autre, mais notre contestation était prévisible.

ÉCOLE, SOCIÉTÉ ET CONFLITS

Les années conflictuelles nous ont fait comprendre deux choses entre autres. La première est que les étudiants et les professeurs contestaient moins l'école que la société, ce que confirmait la crise politique. La deuxième est que le monde de l'éducation est un lieu privilégié des conflits de valeurs.

Le refus global

On a d'abord cru qu'étudiants et professeurs contestaient l'école. On avait chambardé le système d'enseignement sans leur participation. Le statut et les conditions de travail des enseignants, mal définis, exigeaient des négociations et des conventions. Les étudiants pouvaient se plaindre des conditions des prêts et bourses, d'une participation marginale à la vie du cégep dans les cadres du pouvoir, des lacunes des services aux étudiants, des horaires, de l'organisation des cours ou de leur anonymat dans le cégep.

Il y avait là matière à contestation bien sûr, et la première réaction des autorités locales, des associations d'établissements ou de l'État a été de chercher à négocier les conditions de vie des étudiants ou les conditions de travail des enseignants. Mais la démarche était vaine. On n'avait pas compris que la contestation, touchant un ensemble de pays, ne tenait pas à ces conditions, mais qu'elle débordait l'école et visait la société.

Au Québec, comme dans les autres pays, on entrait dans la société postindustrielle. La Commission Parent, entre autres, en avait fait la démonstration. Elle avait fait état de la révolution scientifique et technologique et repensé l'école en fonction des besoins économiques de cette société.

La contestation des étudiants et des enseignants, comme la violence politique d'octobre 1970, c'est fondamentalement un refus de cette société. On résistait à la société postindustrielle, comme, au XIX^e siècle, les ouvriers s'étaient opposés à la société industrielle. Quelques extraits du discours de l'époque suffiront à confirmer cette interprétation :

Nous avons à nous délivrer d'une société sécurisante, englobante, impersonnelle et hiérarchique, d'une société où la

machine ordonne à l'homme... Cette contestation du système d'éducation local et national ainsi que de la société en général peut difficilement se réaliser sans une certaine violence. (Réal Valiquette, Le Devoir, 16 octobre 1968)

En prenant possession de la belle cabane par la force, les étudiants bousculent tout et font fi du système social et du statut que le système leur donne. Bref ils basculent (de battre et cul, cf. Larousse) non seulement les administrateurs mais aussi le gouvernement, les idées reçues du papa, la tradition, la matraque, la loi qui bâillonne... et ipso facto la vieille marde. Il y a là l'esquisse du premier projet révolutionnaire : détruire l'ordre établi et prendre le pouvoir. (Le Thérésien, 16 décembre 1968)

Qu'il faille s'organiser pour mettre un frein aux réformes... ne fait pas de doute, si l'on croit en la nécessité de lutter contre l'école capitaliste... Toute lutte, si partielle qu'elle soit, est déjà la lutte pour un pouvoir démocratique dans le vrai sens du terme. (FEQ, Lutte pour un pouvoir démocratique, octobre 1976)

Que l'action pédagogique de la CEQ privilégie les projets qui permettent de développer chez les étudiants, futurs travailleurs, la compréhension de leurs intérêts, les prépare à les défendre collectivement lorsqu'ils seront sur le marché du travail et à contribuer aux luttes pour un changement fondamental de l'organisation de la société. (Décisions du 25^e Congrès de la CEQ, août 1976)

Combattre les manifestations de l'idéologie bourgeoise sous toutes ses formes dans l'école. (Ibid.)

Et, selon l'engouement de l'époque, on s'inspire du « Que faire ? » de Lénine et du « Petit Livre rouge » de Mao. Il s'agit de dénoncer en tous domaines, de dévaloriser toute autorité de droit et de lui substituer une autorité de fait. Par le discours quotidien et interminable, par l'action continue, un petit noyau résolu lave les cerveaux de la masse amorphe et obtient que l'anormal paraisse normal.

À l'évidence, on ne conteste pas l'école, mais, dans l'école, la société. Lorsque la revue *Prospectives* fera, en octobre 1977, le bilan et la prospective de l'enseignement collégial, Pierre Lucier le dira clairement :

Le tournant des années 60-70 a été marqué au Québec par de graves troubles sociaux et politiques [...] on peut [...] noter que ces troubles ont servi de toile de fond à de nouvelles prises de conscience collectives, à des polarisations et à des réalignements de tendances politiques, à de nouvelles attentes en matière de développement social et économique [...] les perturbations qui ont entouré les grandes négociations collectives du monde de l'éducation [...] ont été pour beaucoup l'amorce ou l'approfondissement d'une remise en cause du type même de société dans lequel nous vivons. Déjà véhiculée par la contestation étudiante des années 68-69 et par les événements politiques de 1970, cette contestation de la société industrielle capitaliste a fait s'affirmer dans beaucoup de milieux des interrogations radicales sur le sens même de

l'insertion professionnelle dans cette société. Interrogations sur les rouages du marché de l'emploi, soupçons sur les règles qui président à l'actuel découpage des rôles sociaux et des fonctions professionnelles, lectures nouvelles des réalités socio-économiques qui sous-tendent les structures du monde de l'éducation lui-même [...] (Prospectives, vol. 13, n° 3, octobre 1977, p. 156)

Celui qui s'intéresse à cette réflexion sur les années conflictuelles du cégep trouvera grand intérêt à revoir un dossier dont je me suis ici largement inspiré : *Jeunesse et violence*, une collection d'une trentaine de textes des années 68 à 71, regroupés par la Fédération des cégeps en février 1971.

Les cégeps, lieux privilégiés de conflits

Un retour sur ces années conflictuelles nous fait prendre conscience que le monde de l'éducation est un terrain privilégié de la contestation sociale. Il est perméable à la propagande directe, à l'action rapide, au radicalisme. Il est plus facile à organiser que d'autres milieux. Tant professeurs qu'étudiants sont porteurs d'idéalisme, face à des administrateurs réalistes, qui défendent l'ordre établi. Alors qu'hier le milieu ouvrier était le lieu de la lutte des classes, le monde étudiant est devenu celui de la lutte entre les jeunes et les vieux, entre deux générations, entre la société établie et la société rêvée.

Dans son énoncé de « politique québécoise du développement culturel » (1981), le ministre Laurin revient plusieurs fois sur cette idée :

L'enseignement a été l'un des principaux catalyseurs des nombreuses contradictions que la société québécoise, comme bien d'autres sociétés occidentales, a connues au cours des dernières années et qu'elle est loin d'avoir surmontées. (tome 2, p. 416)

La "révolution tranquille" a d'abord été une mutation culturelle. Le Québec prend alors conscience qu'il s'est urbanisé et industrialisé, qu'il peut et doit renoncer aux vieilles sécurités, secouer les tutelles, s'ouvrir au monde et à de nouvelles valeurs. (tome 1, p. 5)

Subissant de radicales transformations, depuis vingt ans, la société québécoise est nécessairement vouée à de nombreux conflits. Le rythme et la nature des changements, leurs interprétations et leurs objectifs sont des objets de division. Étant donné l'importance que l'on a accordée à l'enseignement, celui-ci est devenu le lieu où ont été vécues le plus intensément les contradictions de notre société. (tome 2, p. 417)

Une deuxième raison me semble expliquer cette ouverture du monde de l'éducation à la contestation. Ni enfant ni adulte, l'étudiant n'a pas à administrer l'école, et moins encore à diriger les entreprises ou la société. Il peut les contester, sans autre fardeau que celui de la dénonciation. Si l'occupation du cégep par les étudiants ou la grève des enseignants embarrassent la direction, pour eux, c'est « la fête ».

Comme Léo Debien le notait, en janvier 1969 :

Ils sont six ou sept. On cause. Ils parlent beaucoup. Quelle volubilité ! Ils disent leur aventure, ces jours qu'ils viennent de vivre. Dans leurs voix, une chaleur, une intensité, une sincérité. Pour la première fois depuis trois, quatre ou cinq ans, ces étudiants se sont sentis chez eux dans un collège. Pour la première fois, ils ont vécu avec des camarades, ils ont senti le coup de coude dans les côtes et la main amicale sur l'épaule. Pour la première fois, ils ont vécu avec un nom et non plus un numéro. Ils n'étaient plus personne... Quelques-uns, enthousiastes, comptaient poursuivre cette aventure humaine, cette fête, cette expérience communautaire... (Dossier Jeunesse et violence, section 3)

UNE RÉVOLUTION CULTURELLE

Les contestations américaine, française, japonaise ou québécoise avaient comme assise commune, par delà des éléments déclencheurs variables, la remise en question de la société postindustrielle. Au Québec, elle s'inscrit en outre dans des changements culturels sans précédent depuis la conquête de la Nouvelle-France, dans une révolution culturelle aussi subite que radicale.

Depuis deux cents ans, le Québec vivait de consensus traditionnels, de conceptions stables de la famille, du travail, de la religion, de l'autorité, de l'amour. En quelques années, cette culture éclate : les pratiques de vie et les idéologies témoignent d'un renversement des valeurs, des normes de vie et des priorités.

Il n'y a pas lieu de reprendre ici une analyse du phénomène que les sociologues ont largement élaborée. Nous sommes aujourd'hui beaucoup plus conscients qu'il y a vingt ans de cette révolution culturelle. Rappelons seulement l'impact qu'elle a eu dans le monde de l'éducation.

Depuis trois cents ans, l'école, du secondaire à l'université, était essentiellement privée, confessionnelle et à la charge de l'Église. Subitement, l'État devient le maître d'œuvre : il crée le ministère et le conseil de l'Éducation ; il développe l'école secondaire polyvalente, le cégep et l'université du Québec. Aujourd'hui, 86 pour cent des élèves fréquentent les écoles primaires et secondaires et les collèges publics. Hier, en « chrétienté », l'Église assurait les services d'éducation et inspirait les règles de vie à l'école et une conception de l'éducation. D'un coup, on se retrouve dans une société pluraliste, dans une école laïque d'État. La présence institutionnelle de l'Église dans l'éducation fait place, sauf dans une école privée marginale, à une discrète animation pastorale.

D'autre part, les valeurs, les modes de vie et les priorités des étudiants changent profondément. Ceux-ci valorisent la vie temporelle et, dans leur indifférence religieuse, ne la conçoivent plus en fonction de l'éternité. Ils contestent les aînés : leurs croyances, leur autorité, leurs pratiques et même leurs tabous. Ils partagent leur temps entre l'étude et le travail. Ils vivent leur liberté dans l'expression de leurs idées et la revendication de leurs droits, dans leurs relations, leur langage et leur tenue. Ils croient profondément à une solidarité humaine et souffrent de la dépersonnalisation qu'engendre le système social, et particulièrement la nouvelle école.

AU LENDEMAIN DES CONTESTATIONS

Nous ne savions le saisir il y a vingt ou vingt-cinq ans, mais tel semble aujourd'hui le sens profond qui se dégage, à la suite d'une réflexion, même brève et superficielle, de ces contestations du tournant des années 60-70. En terminant, on peut se demander quels lendemains ont fait naître ces années conflictuelles : trois conséquences méritent d'être soulignées.

- Dans l'immédiat, la situation conflictuelle appelait des opérations d'évaluation et de bilan. Il y a des liens évidents entre ces conflits et la relecture du Rapport Parent (1974), l'entreprise de l'analyse institutionnelle (1975), l'étude du Conseil supérieur de l'éducation sur l'enseignement collégial (1973-75), la publication du Livre blanc sur les collèges (1978) ou même l'élaboration de la Politique québécoise du développement culturel (1978). Ces dossiers feront l'objet de la prochaine chronique.
- La crise a en outre mis à jour l'existence et le poids de nouveaux pouvoirs, notamment ceux des médias et des nouveaux « curés ». Les contestations n'auraient sûrement pas atteint leur dimension sans la publicité qui leur était faite par les journaux, la radio et la télévision. Ce fut une occasion privilégiée pour les médias, non seulement d'informer le grand public, mais, comme on le dit aujourd'hui, de « donner un sens à l'information ». Les anciens curés cédaient la place aux noyaux d'activistes, aux chefs syndicaux, aux leaders étudiants, aux groupes de pression et aux journalistes. Les années conflictuelles nous ont appris à vivre et à composer avec ce nouveau monde.
- Sauf en politique, où ces contestations alimentèrent un nationalisme fort et durable, les années conflictuelles ont eu un effet démobilisateur. Il faudra attendre les années 80 avant que ne se rétablisse quelque dialogue entre les partenaires du cégep. Les études du Conseil des collèges et du Conseil supérieur de l'éducation sur la condition enseignante témoignent de cette démobilisation des enseignants. Et ceux-ci vivraient encore, si l'AQPC et PERFORMA n'en avaient rescapé une vaillante minorité. Moins chanceux, les étudiants ne semblent pas s'être retrouvés. Déçus par les faux messies qui les avaient menés à la contestation, le grand nombre a renoncé à l'engagement et vit son quotidien. Il nous semble, après ces conflits, que l'école ne sera plus jamais ce qu'elle a été, non plus que les étudiants, les professeurs et les administrateurs. Il sera désormais extrêmement difficile de se donner un projet d'établissement.

On jugera fort pessimistes ces propos. Face à la violence vécue dans les écoles secondaires, au décrochage des élèves à l'école et au collège, aux paradis artificiels et au taux de suicide chez les jeunes, je les crois malheureusement réalistes. On n'a pas toutefois fait carrière pendant cinquante ans dans le métier sans être optimiste, sans savoir qu'après la tempête, le soleil revient. Lorsque je parviendrai, dans cette chronique, aux années 80, on saura lire les signes de la renaissance. Pour l'instant, j'en étais aux années conflictuelles... ❏

(À suivre)